

Communiquer l'impact de nos projets : Leçons apprises et bonnes pratiques

Groupe de travail du Fonds AGIRI

Les leçons apprises et bonnes pratiques suivantes ont été documentées dans le cadre des activités du groupe de travail du Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (AGIRI). Ce groupe de travail rassemble des organisations canadiennes qui ont reçu un financement du Fonds AGIRI pour mener, en partenariat avec des organisations du Sud, des projets qui renforcent le respect, la protection et la réalisation des droits humains des personnes LGBTQI+.

Leçons apprises :

1 Le leadership local doit être au cœur de la communication d'impact

Les histoires d'impact les plus justes et convaincantes sont celles portées par les communautés LGBTQI+ directement impliquées dans les projets. Parfois, les organisations du Nord prennent le contrôle des récits, imposant leur propre interprétation des changements observés, ce qui peut invisibiliser les voix locales et reproduire des dynamiques coloniales. Placer le leadership local au cœur de la communication d'impact signifie reconnaître que les personnes directement impliquées sont les mieux placées pour identifier les changements les plus significatifs, pour raconter leurs propres histoires et pour déterminer comment et avec qui ces histoires devraient être partagées.

2 Il faut distinguer activités, résultats et impact

Il arrive parfois que les activités ou les résultats immédiats soient confondus avec l'impact d'un projet. Les activités sont les actions mises en œuvre (formations, campagnes, etc.), les résultats sont les changements à court ou moyen terme qui en découlent (nombre de personnes formées, réseaux créés, etc.), tandis que **l'impact** désigne les **transformations profondes et durables** au niveau des personnes, des communautés ou des systèmes (changements d'attitudes, réduction des discriminations, amélioration du bien-être, etc.).

Communiquer l'impact d'un projet pour les droits des personnes LGBTQI+ exige de faire cette distinction et de ne pas surévaluer la portée des activités. Il est essentiel de reconnaître que l'impact peut prendre du temps à se manifester et qu'il est souvent difficile à mesurer. En clarifiant ces différents niveaux, les organisations gagnent en crédibilité et peuvent mieux articuler leur contribution spécifique aux changements observés.



3 Le contexte des pays donateurs influence les attentes en matière d'impact

Le positionnement des pays donateurs en matière de droits LGBTQI+, notamment concernant les droits des personnes trans et non-binaires, évolue rapidement. Ces évolutions, qu'elles soient progressistes ou régressives, influencent directement les attentes en matière de communication d'impact. Les bailleurs, les fondations et les personnes donatrices peuvent privilégier des résultats visibles et médiatisables pour justifier leurs investissements, créant une pression pour produire des histoires spectaculaires au détriment d'une communication nuancée. À l'inverse, des reculs politiques ou des débats polarisés peuvent engendrer une frilosité ou encore une pression pour adopter des approches plus « acceptables » politiquement, et limitant, par exemple, la visibilité de certains groupes LGBTQI+. Il est donc essentiel que les organisations du Nord et du Sud engagent un dialogue franc avec les publics qui les soutiennent pour négocier des attentes réalistes, éthiques et adaptées aux contextes locaux en matière de communication d'impact, tout en les sensibilisant aux besoins et priorités des communautés LGBTQI+.

4 La sécurité est plus importante que la visibilité

Les projets en faveur des droits des personnes LGBTQI+ sont souvent mis en œuvre dans des contextes fragiles et instables. La communication d'impact doit toujours prioriser la sécurité des personnes impliquées, même si cela signifie de limiter la visibilité du projet. La pression exercée par les bailleurs de fonds ou les organisations du Nord pour obtenir des témoignages, des photos ou des données peut mettre en danger les bénéficiaires ou les partenaires. Il est impératif d'évaluer les risques en continu et de toujours les prendre en considération, en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes. Cela peut signifier d'anonymiser les témoignages, de ne pas mentionner de lieux précis, d'éviter la publication d'images ou même de ne pas diffuser les activités et résultats de certains projets.



Bonnes pratiques :

1 Amplifier la voix des champion·ne·s locaux

Plutôt que de parler à la place des communautés LGBTQI+, les organisations doivent créer des espaces sécuritaires pour que les champion·ne·s locaux puissent s'exprimer directement, dans leurs propres mots. Cela implique de soutenir les activistes dans le développement de leurs propres capacités de communication, en leur offrant des formations et des ressources adaptées. Amplifier ces voix, c'est aussi reconnaître leur expertise et leur légitimité, et accepter que leur manière de raconter l'impact puisse différer des formats attendus par les bailleurs ou les publics du Nord. Cette approche renforce non seulement l'authenticité de la communication, mais elle contribue également à l'autonomisation des acteur·rice·s locaux et à la reconnaissance de leur rôle central dans les transformations sociales.

2 Établir des protocoles éthiques dès le début du projet

La mise en place de protocoles éthiques clairs dès la conception du projet est essentielle pour garantir une communication d'impact respectueuse, sécuritaire et consentie. Ces protocoles doivent être co-construits avec les communautés LGBTQI+, en tenant compte des spécificités culturelles, politiques et légales de chaque contexte. Ils doivent aborder des questions telles que : Qui a le droit de raconter quelle histoire ? Comment obtenir un consentement libre, éclairé et continu ? Quelles informations peuvent être partagées et lesquelles doivent rester confidentielles ? Comment protéger l'identité et la sécurité des personnes ? Quels sont les mécanismes de validation ? Ces protocoles doivent également prévoir des procédures pour gérer les situations où une personne souhaite retirer son consentement ou modifier ce qui a été partagé.

3 Former et soutenir les organisations locales dans la documentation et la communication d'impact

La documentation et la communication d'impact ne sont pas des compétences innées, et elles requièrent des capacités techniques, narratives et stratégiques spécifiques. Les organisations du Nord doivent investir dans le renforcement des capacités de leurs partenaires locaux en matière de collecte de données, de rédaction d'histoires de changement et de stratégies de communication adaptées à différents publics. Le soutien doit être offert de manière respectueuse, en valorisant les savoirs et pratiques existants, plutôt qu'en imposant des modèles standardisés.

En renforçant leurs capacités, les organisations locales gagnent en autonomie et en confiance, et peuvent communiquer leur impact de manière stratégique, sans dépendre systématiquement de l'appui externe.



4 **Prévoir du temps et des ressources pour développer des histoires d'impact éthiques**

Développer des histoires d'impact riches, éthiques et sécuritaires demande du temps et des ressources. Trop souvent, cette dimension est sous-estimée dans les budgets et les planifications de projets, ce qui conduit à des productions précipitées, superficielles et potentiellement dangereuses. Il est essentiel d'allouer des budgets pour la documentation, la rédaction, la traduction, la validation, la production audiovisuelle, et la diffusion des histoires d'impact. Cela inclut le temps nécessaire pour consulter les personnes concernées, obtenir leur consentement et s'assurer que toutes les précautions de sécurité ont été prises. Les bailleurs de fonds doivent reconnaître cette réalité et accepter de financer ces activités comme partie intégrante des projets.

5 **Valoriser différents types d'impact**

L'impact des projets ne se limite pas aux changements observés chez les bénéficiaires ou dans les politiques publiques. Il comprend également des transformations souvent invisibilisées mais tout aussi importantes, telles que l'amélioration des pratiques organisationnelles, le développement de réseaux, le renforcement et la structuration des mouvements, ou encore le bien-être des équipes. Dans le contexte des droits LGBTQI+, où les personnes qui défendent les droits humains font face à des niveaux élevés de stress et d'épuisement, reconnaître et valoriser l'impact des projets sur leur résilience et leur sécurité psychologique est essentiel. Communiquer ces types d'impact démontre que les projets ne se contentent pas de produire des résultats externes, mais qu'ils contribuent également à créer des environnements de travail sains, efficaces et durables.

6 **Mettre de l'avant les témoignages de résilience plutôt que de victimisation**

La communication d'impact doit éviter de dépeindre les personnes LGBTQI+ uniquement comme des victimes passives de discrimination ou de violence. Bien que les injustices doivent être nommées et dénoncées, il est important de mettre en lumière les forces, les stratégies de résistance, les solidarités et les victoires des communautés.

Ce type de récit contribue à déconstruire les stéréotypes et à affirmer l'agentivité et le pouvoir des communautés LGBTQI+. Pour y parvenir, il est essentiel de laisser aux personnes concernées le contrôle sur la manière dont elles souhaitent être représentées et de valoriser leurs parcours de transformation plutôt que de se concentrer uniquement sur les violences subies. Il faut aussi bien évaluer les risques pour les personnes qui y auront accès à ces histoires personnelles, particulièrement lorsque des souffrances sont évoquées, et prévoir des avertissements de contenu sensible lorsque nécessaire.



7 Utiliser des formats créatifs et adaptés aux différents contextes

La communication d'impact ne doit pas se limiter aux rapports écrits. Pour rejoindre différents publics et s'adapter aux réalités locales, il est essentiel d'explorer des formats créatifs et diversifiés : vidéos, podcasts, bandes dessinées, photographies, témoignages oraux, performances artistiques, réseaux sociaux, expositions, etc. Ces formats permettent de rejoindre des publics qui ne liraient pas un long rapport. Le choix des formats doit toujours se faire en consultation avec les communautés LGBTQI+ concernées, en tenant compte de leurs objectifs, de leurs capacités techniques et des stratégies qu'elles souhaitent utiliser. Il est important de s'assurer que ces formats respectent les protocoles de sécurité et de consentement, et qu'ils ne mettent personne en danger. L'utilisation de formats créatifs peut aussi faciliter l'expression d'expériences complexes ou difficiles à verbaliser, en offrant d'autres langages pour raconter les transformations vécues.

8 Analyser les risques et se rappeler qu'ils peuvent évoluer

L'analyse des risques liés à la communication d'impact ne doit pas être une activité ponctuelle réalisée au début du projet, mais un processus continu et dynamique. En matière de droits LGBTQI+, les contextes politiques, sociaux et légaux peuvent changer rapidement, et ce qui était sécuritaire à un moment donné peut devenir dangereux quelques mois plus tard. Il est essentiel de mettre en place des mécanismes de veille et de réévaluation régulière des risques, en consultation étroite avec les partenaires locaux qui sont les mieux placés pour détecter les signaux d'alerte. Cette analyse doit prendre en compte différents types de risques : risques pour la sécurité physique des personnes, risques psychosociaux, risques légaux, risques de stigmatisation, risques de récupération politique, risques numériques liés à la surveillance en ligne ou à la diffusion d'informations privées ou sensibles, etc. En fonction de l'évolution des risques, il peut être nécessaire d'ajuster les stratégies de communication, de retirer certains contenus des plateformes publiques, de renforcer les mesures de protection, ou même de suspendre temporairement certaines activités de communication. Anticiper, réévaluer et ajuster en continu ne sont pas des précautions optionnelles, mais des exigences fondamentales d'une communication d'impact sécuritaire et éthique.



En partenariat avec

Canada